



CANADIAN COUNCIL FOR YOUTH PROSPERITY

CONSEIL CANADIEN POUR LA RÉUSSITE DES JEUNES

LES ASSEMBLÉES PUBLIQUES NATIONALES

pour les fournisseurs
de services d'emploi
pour les jeunes



Sommaire

À propos du Conseil canadien pour la réussite des jeunes

Le Conseil canadien pour la réussite des jeunes est un organisme sans but lucratif qui appuie le développement de la main-d'œuvre chez les jeunes au Canada. Nous sommes une table de collaboration intersectorielle formée de dirigeants communautaires et de dirigeants d'entreprises hautement qualifiés qui améliorent le secteur par la mobilisation, des activités coordonnées, la recherche et le plaidoyer.

Nous remercions nos partenaires et commanditaires d'avoir rendu possible les assemblées publiques nationales.

Commanditaires



Objectif avenir RBC



The Counselling Foundation of Canada

Partenaires

Financé par le Gouvernement du Canada par le programme de Stratégie d'emploi et compétence jeunesse



OPPORTUNITY FOR ALL YOUTH
OPPORTUNITÉS POUR TOUS LES JEUNES



A TURNING POINT FOR WOMEN
UN POINT TOURNA POUR LES FEMMES

Partenaires régionaux



SOMMAIRE

L'économie canadienne était en chute libre du fait que des millions de gens (3 millions) ont été congédiés, mis à pied ou se sont retrouvés sans emploi, le taux de chômage des jeunes ayant tourné autour de 30 % en juin 2020, alors que le taux de chômage général était de 12 % à l'époque. — chiffres de Statistique Canada

La COVID-19 a accéléré la nécessité pour le secteur de l'emploi de changer la façon dont il apporte du soutien aux jeunes, soulignant et exacerbant certaines des lacunes qui existent depuis longtemps. En tant que coordonnateurs et connecteurs du système au sein du secteur du développement de la main-d'œuvre, le Conseil canadien pour la réussite des jeunes (CCRJ) a remarqué qu'il n'y avait pas eu de discussion ni d'investissement notable dans les services destinés à soutenir le secteur afin de répondre aux besoins accrus de ceux-ci, en particulier les plus vulnérables, pendant et suite à la pandémie. Le CCRJ et ses partenaires ont jugé impératif d'ouvrir une discussion avec les praticiens de première ligne afin de mieux comprendre ce dont ils auraient besoin pour aider les jeunes à trouver un emploi alors que nous nous dirigeons vers une reprise économique.

Cet élan vient des assemblées publiques du secteur national de l'emploi des jeunes.

Les assemblées publiques ont été organisées par le Conseil canadien pour la réussite des jeunes (CCRJ), en partenariat avec AXTRA, Opportunity for All Youth, NPower Canada, le Partenariat canadien de mentorat, YWCA Canada, OTEC, CERIC, la Fondation du counseling du Canada, le gouvernement du Canada - Stratégie d'emploi pour les jeunes et la RBC.

Au cours de la semaine du 15 au 19 juin 2020, nous avons réuni les fournisseurs de services d'emploi (FSE) de partout au Canada pour faire face à cette époque sans précédent. Les assemblées publiques ont fourni au secteur de l'emploi des jeunes l'occasion de se réunir et de parler de la façon dont ils géraient les impacts de la COVID-19 et de leurs besoins pour soutenir la réouverture de l'économie. Les praticiens des services d'emploi qui sont en première ligne avaient besoin d'un forum pour réagir, partager et discuter des problèmes (et des solutions) qu'ils rencontraient en temps réel.

Lors de notre convocation de praticiens, nous avons cherché à comprendre les points suivants:

- 1 Comment la prestation de services peut-elle changer pour répondre à l'incertitude du marché du travail? Comment la technologie peut-elle aider?
- 2 Quelles données (FSE, gouvernement) devrions-nous recueillir pour mieux comprendre les besoins des intervenants?
- 3 De quoi avez-vous besoin en tant que professionnel pour soutenir les jeunes? De quoi le secteur a-t-il besoin?

Au cours de nos discussions avec les praticiens de services d'emploi, un certain nombre de questions ont été soulevées autour de l'adaptation au nouveau quotidien distancé engendré par la Covid-19. Les thèmes communs sont les préoccupations relatives à l'accès et à l'efficacité de la technologie; le manque de volonté des employeurs a atténué l'effet des conditions actuelles; les insécurités de financement; les conditions préexistantes, comme celles entourant l'intégration des données sur le marché du travail; et les répercussions inévitables de tous ces éléments sur la santé mentale et la motivation des jeunes clients et sur les praticiens eux-mêmes.



THÈMES ÉMERGENTS

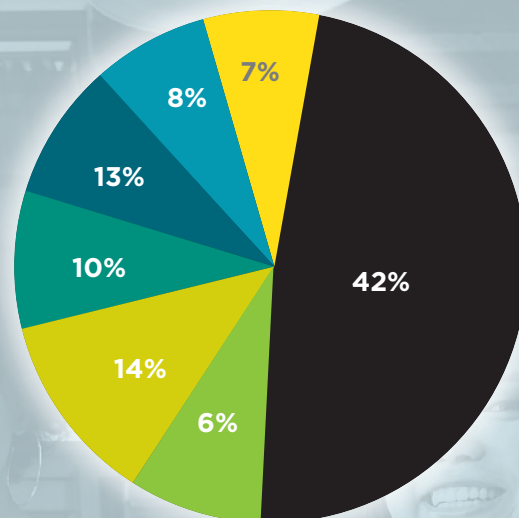
Basé sur ce que nous avons appris, voici ce que nous proposons comme voie à suivre :

- 1 **Investir dans la capacité et l'infrastructure numérique du secteur afin d'améliorer les compétences essentielles en matière de soutien et d'employabilité pour les jeunes, en particulier les jeunes NEEF (ni étudiants, ni employés, ni en formation).** Préoccupations entourant la technologie, son accessibilité, son utilisation et son efficacité dans la résolution des problèmes rencontrés par les jeunes lors des confinements de la COVID ont été constamment soulevées pendant les assemblées publiques et l'enquête. Les fournisseurs de services d'emploi ne devraient pas avoir à se fier à des appareils personnels ou à filmer des vidéos professionnelles à l'aide de caméras téléphoniques pour communiquer des renseignements délicats et difficiles à leurs jeunes clients, comme il nous l'a été relaté. Les fournisseurs qui dépendent du financement public devraient obtenir des fonds pour la technologie leur permettant de communiquer avec leurs jeunes clients en période de distanciation sociale où les services en personne sont réduits.

Nous exhortons le gouvernement à financer une « dotation technologique » pour les fournisseurs de services d'emploi, afin que ces organisations préparent les jeunes ainsi que leurs propres services à ce nouveau paradigme. Ce fonds technologique permettra aux fournisseurs de services d'emploi de fournir aux jeunes le matériel nécessaire pour prospérer dans ce monde numérique, et la formation nécessaire pour l'utiliser.

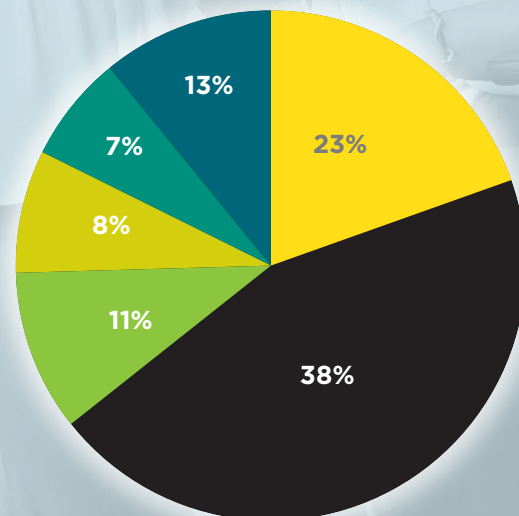
- 2 **Prioriser la création d'emplois de «réponse rapide» pour les jeunes dans le cadre des efforts de rétablissement à court terme post COVID.** Les praticiens des services de l'emploi ont reconnu que le manque d'intérêt des employeurs envers des opportunités d'emploi pour les jeunes découlaient de l'incertitude. Afin de stimuler l'emploi des jeunes, des programmes d'emploi de «réponse rapide» ou un système élargi de subventions salariales et d'emploi pour les jeunes répondront à ces

Panel A
Participation régionale



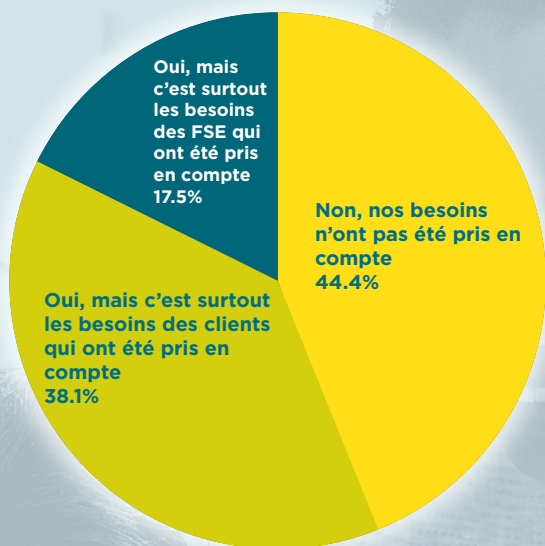
Source: Compilation réalisée à partir des données d'inscription

Panel B
Répartition de la population canadienne



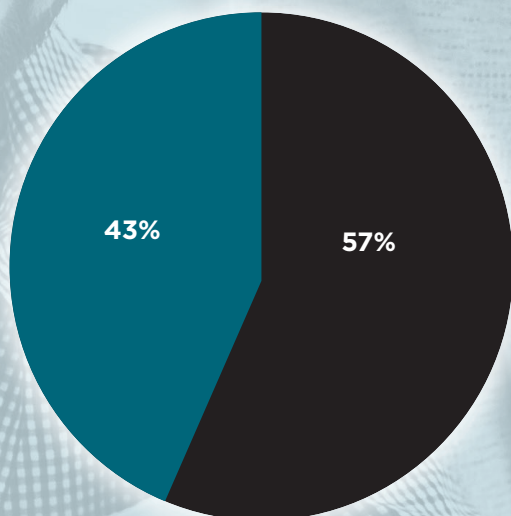
Source: Statistique Canada, Recensement de 2016

Croyez-vous que vos besoins et ceux de votre client ont éclairé la réponse du gouvernement?



Source : Participants à l'événement aux séances générales.

Préoccupations liées à la santé mentale et à la sécurité



Source : Données du sondage post-événement

- Préoccupations générales liées à la santé mentale
- Préoccupations liées à la santé mentale par rapport aux clients

préoccupations. Il est évident que de tels outils actifs de politique du travail augmentent l'emploi à court terme, réduisant ainsi l'incertitude économique.

Le gouvernement a commencé à investir dans des programmes d'emploi d'intervention rapide comme Pivot 2020 - un programme qui offrira à plus de 1 200 jeunes partout au Canada des emplois de recherche rémunérés et virtuels cet automne. Cette initiative d'intervention rapide est un partenariat avec le CCRJ, le Tamarack Institute, le SFU Morris J. Wosk Centre for Dialogue, l'Institut urbain canadien et l'Institut du Nouveau Monde. Elle est financée par le gouvernement du Canada. Nous avons une longue période de redressement qui nous attend et nous encourageons le gouvernement à continuer de soutenir ce type d'interventions.

3 Reconnaître l'incidence sur la santé mentale des chercheurs d'emploi et des praticiens et offrir un éventail plus large de mesures de soutien.

Les FSE nous ont dit que l'incidence des problèmes de santé mentale et de l'anxiété s'est accrue pendant la pandémie et qu'ils constatent que l'isolement social a aggravé ces états pour leur clientèle jeunesse (et même pour eux-mêmes). Les répercussions sont profondes et variées. Pour contrer ces effets, les praticiens des services d'emploi doivent être mieux soutenus dans les affectations budgétaires afin de mettre leurs clients (et eux-mêmes) en contact avec les services de soutien en santé mentale appropriés et à distance pour avoir accès aux soins dont ils ont besoin et qui ne sont souvent pas couverts par les régimes provinciaux de soins de santé ni par les programmes de santé déjà financés par les gouvernements.

Pour répondre à ce besoin nous exhortons le gouvernement à rendre les ressources plus souples et moins liées à des programmes de soutien en santé mentale spécifiques. Nous appelons à l'intégration des services de soins de santé mentale aux services d'emploi pour les personnes qui en ont besoin, car une telle pratique s'est avérée efficace.

4 Élargir les options d'éducation et de formation professionnelle ainsi que les programmes spécifiques pour les jeunes qui se requalifient et s'adaptent à un milieu de travail modifié.

Les FSE étaient soucieux de l'impact de la COVID-19 sur la motivation des jeunes et le recrutement pour les

services. Ces deux préoccupations sont le résultat de la réduction des possibilités d'emploi en raison de la contraction économique. Élargir les possibilités d'éducation et de formation professionnelle grâce aux institutions et aux programmes est un moyen d'inciter les jeunes à réintégrer la population active à l'avenir au fur et à mesure que l'économie récupère.

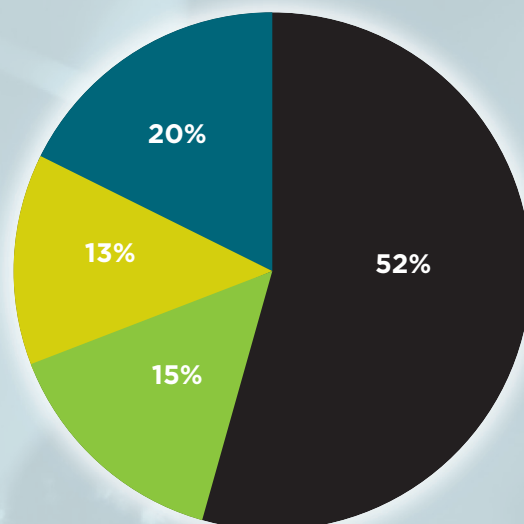
Nous exhortons le gouvernement à modifier les soutiens d'urgence du revenu comme l'assurance-emploi en les attachant à des possibilités de requalification et de perfectionnement des compétences. On peut y parvenir en modifiant de façon exhaustive les ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) et les ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDM) conclues avec chaque province et territoire afin d'y inclure l'élargissement du programme de formation professionnelle destiné aux jeunes.

5 Améliorer les données pour les fournisseurs de services d'emploi. Les FSE perçoivent un manque de renseignements pertinents sur le marché du travail pour éclairer leurs experts et pour intervenir auprès des jeunes en cours de choix de carrière. Ils ont indiqué que, pour faciliter le rétablissement de l'emploi des jeunes, l'accès aux données sur le marché du travail étaient un facteur important. Bien que la disponibilité des données ne soit pas vraiment en cause, c'est la méthode de diffusion qui la rend inaccessible au-delà de la sphère des chercheurs.

Nous exhortons le gouvernement à améliorer les méthodes de diffusion des données statistiques existantes en les fournissant à divers publics. Quelques provinces ont trouvé des moyens de rendre les données statistiques existantes accessibles et ces pratiques peuvent être adoptées plus largement par les provinces et le gouvernement fédéral. Nous exhortons le gouvernement à fournir des métadonnées analysées (avec les mesures de protection appropriées pour les citoyens) afin de satisfaire les changements à court terme sur le marché du travail en utilisant des données ouvertes et des protocoles API pour améliorer leur accessibilité.

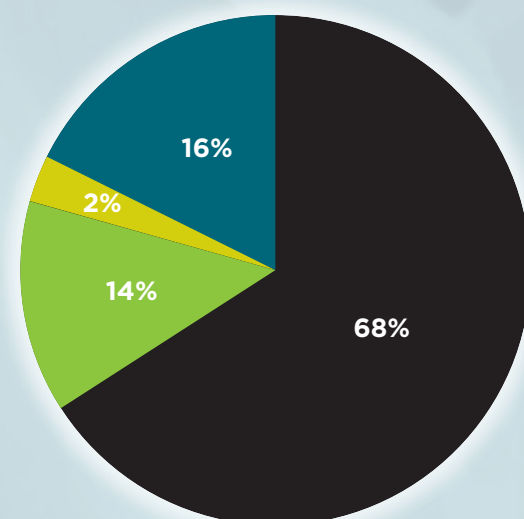
Ces assemblées publiques ont fourni les renseignements dont les praticiens avaient besoin pour aider les jeunes à trouver un emploi maintenant et dans les mois à venir. La pandémie a encore exposé des obstacles systémiques et structurels pour les groupes en re-cherche d'équité. Toutes les réponses ont la responsabilité de reconnaître et d'éliminer ces obstacles, si l'on veut que le secteur de l'emploi des jeunes réussisse à soutenir la réouverture de l'économie canadienne.

Panel A
Accès à la technologie, utilisation et incidence sur les fournisseurs de services d'emploi



Source : Données du sondage post-événement

Panel B
Accès à la technologie, utilisation et incidence sur les clients



Source : Données du sondage post-événement